Le mouvement social en Italie

Le mouvement social en Italie peut présentement se résumer en peu de mots : *On va à reculons d'une allure progressivement accélérée*. Sur tous les terrains, la réaction triomphe : moralement, intellectuellement, politiquement et économiquement.

Moralement, la période actuelle est caractérisée par une augmentation de la religiosité ecclésiastique, parallèlement à la décadence des mœurs, à la course aux plaisirs brutaux, à la crédulité la plus stupide répandue même dans les milieux jadis les plus libres de préjugés. Je ne parle pas seulement de la crédulité religieuse, mais de la crédulité en général : c'est à désespérer de l'intelligence humaine que de voir comment les gens croient aujourd'hui à tous les mensonges débités par les bourreurs de crâne du journalisme à tant la ligne ! Dans le domaine des études et des lettres c'est le triomphe de la pire médiocrité, de la superficialité et de l'ignorance.

Politiquement, étant donné les progrès faits dans les dernières trente années, l'Italie pourrait se considérer comme un des pays les plus libres, dans les limites des institutions bourgeoises et au point de vue constitutionnel. Mais tout cela vaut moins que rien, car l'arbitraire des castes gouvernantes et des classes dirigeantes supprime la liberté, viole la justice, offense tout sentiment de dignité humaine autant de fois que cela leur plaît. Le « fascisme » a couronné l'ouvrage, bouleversant de fond en comble toute norme de vie, au nom même de la liberté.

On est « libre » en Italie de s'associer, de faire des journaux, de penser à sa façon, etc… Aucune loi ne l'interdit : bien plus, il y a des lois qui garantissent ces libertés. Vice-versa, dans les trois quarts de l'Italie, siffler l'*Internationale*, se mettre un œillet rouge à la boutonnière, se promener dans les rues en lisant un journal

socialiste fait courir de graves risques, peut être puni de la bastonnade la plus atroce et même de la mort. Tout cela n'est pas « légal » certainement ; mais ce n'est pas non plus illégal, puisque cela advient sous les yeux fermés, bénévoles et tolérants de la police et de la magistrature.

Ce triomphe de l'arbitraire contre la liberté de tous se rattache à la réaction sur le terrain économique, il tire même de cette réaction son plus grand aliment, sa plus grande raison d'être et les trois quarts des causes de son succès.

L'Italie traverse, en raison de la guerre, une épouvantable crise économique. Inutile d'en dire ici les motifs et quels pourraient en être les remèdes : cela nécessiterait une étude spéciale.

Il y a un vide creusé par cinq années de prodigue et de folle destruction de richesses qu'il faut combler. Du point de vue prolétarien, il n'y avait qu'un moyen pour combler l'abîme : y jeter dedans tous les privilèges de la bourgeoisie. C'est ce que le prolétariat n'a pas fait et c'est alors la bourgeoisie qui veut contraindre le prolétariat à remplir ses vides de caisse à prix de sueur et de sang par un redoublement d'exploitation et de servitude. La réaction antiprolétarienne et antisocialiste a ce but précis.

Le prolétariat après cinquante années de lutte avait atteint en Italie une assez bonne situation économique. À notre point de vue, certainement c'était trop peu, mais c'était quelque chose. Avant la guerre, une telle situation, non seulement n'était pas en contraste avec les intérêts de la bourgeoisie, mais elle constituait même pour celle-ci une espèce de soupape de sûreté. Nous avions d'autres raisons – nos raisons à nous, anarchistes et révolutionnaires – pour nous opposer à cet état de choses : mais l'état de fait, objectivement considéré, était ce qui pouvait s'appeler une espèce d'équilibre réformiste.

Cela dura jusqu'en 1911. L'équilibre commença à apparaître instable avec la guerre pour la Lybie contre la Turquie. Nonobstant, le prolétariat surpassa cette première crise, en triompha et en sortit plus fort. Mais ce premier heurt avait désarçonné le réformisme le plus rose, avait rendu plus agressif le prolétariat, – souvenez-vous de la semaine rouge de 1914 dans les Marches et en Romagne, – et avait irrité et mis sur le qui-vive le capitalisme. Ce fut une des plus fortes raisons pour lesquelles, à l'encontre même des vrais intérêts de la nation et de beaucoup de ses propres contingents, le capitalisme pesa fortement sur le plateau de la balance en faveur de la guerre, pour faire entrer dans le tourbillon infernal qui était en train de dévaster l'Europe. « Enfin nous n'entendrons plus parler de socialisme, de syndicats, de grèves, de révolution ! » disaient ouvertement un grand nombre de bourgeois.

On sait comment s'est passé la guerre et on connaît toutes les péripéties d'après-guerre. Dans son malheur, le prolétariat pouvait trouver une raison de revanche ; il eût pendant presque deux années la possibilité de tirer du mal un motif de bien, c'est-à-dire de tirer des ruines le la guerre la conclusion la moins désastreuse pour lui-même ; il aurait pu faire la révolution italienne. Il n'est pas à croire que cette révolution eût été toute rose : au contraire ! La révolution après la guerre ne pouvait pas ne pas être douloureuse et tourmentée ; mais… c'eût été la révolution. Elle aurait pu au moins influer sur le reste de l'Europe, limiter et arrêter les progrès de la réaction internationale ; et en Italie, à travers la révolution, on aurait au moins atteint un nouvel équilibre, pas encore peut-être socialiste, mais au moins plus libre et plus avancé vers l'avenir.

Au lieu de cela on laissa passer inutilement le temps. Peut-être la vision des sacrifices et des douleurs qu'aurait coutés la révolution a réussi à retenir le prolétariat, ou plutôt ses chefs… Mais le fait est que le capitalisme et l'État italien

ont en le temps de reprendre haleine, de recueillir leurs propres énergies et de comprendre que, malheureusement pour nous, malgré qu'ils soient dans l'état de faillite le plus humiliant devant les capitalismes et les États rivaux et concurrents, ils sont par contre très forts devant le prolétariat, contre celui qu'ils appellent 1'« ennemi de l'intérieur ».

Et maintenant c'est la bourgeoisie qui tient le couteau par le manche et l'emploie avec une férocité et une insensibilité morale indescriptibles. Encore une fois on peut constater en Italie – ce que le prolétariat parisien constata à ses dépens en 1848 et en 1871 – que les brutalités, les violences et les tueries auxquelles se laissent emporter les classes ouvrières dans les moments de tumulte et d'exaspération ne sont rien en quantité, intensité et inhumanité en comparaison de la brutalité, de la violence et des massacres systématiques et froidement organisés dont sont capables et que pratiquent effectivement les classes dirigeantes qui cependant se vantent d'être mieux élevées et plus instruites. Cela s'est constaté identiquement, de même qu'en France en 48 et en 71, en Allemagne et en Hongrie après les récentes révolutions, et même dans les autres pays.

Il est certain que le prolétariat italien paie aujourd'hui amèrement le tribut de ses hésitations et de ses renonciations ! La bourgeoisie lui fait sentir sous la gorge le couteau qu'elle tient par le manche, et lui donne par les faits la terrible leçon que pour les opprimés et les exploités le plus grand tort est d'avoir pu et de n'avoir pas osé vaincre ; ces douleurs et ces sacrifices que le prolétariat a cru éviter en renonçant à la révolution, aujourd'hui il doit les supporter de la même façon et peut-être d'une façon pire, avec en plus le découragement que toutes ces souffrances profitent seulement, exclusivement à ses oppresseurs et exploiteurs, à ses ennemis.

Le prolétariat italien, et dans le cas ses chefs a cru – quand

sur la fin de 1920 il a renoncé à toute idée de révolution, malgré les insistances contraires des minorités communistes et anarchistes – il a probablement cru pouvoir conserver les positions acquises, ou tout au moins de retourner à cet équilibre réformiste d'avant 1914 et de 1911. Quelle illusion ! On ne tenait pas compte de la crise, de l'abîme creusé par la guerre que quelqu'un doit remplir ; et on ne comprenait pas que du moment que le prolétariat renonçait à le combler avec les privilèges bourgeois, la bourgeoisie aurait pensé à le remplir, en y jetant dedans toutes les conquêtes ouvrières de ces dernières trente années.

Il n'est pas possible qu'il en soit autrement. La situation relativement assez bonne de la classe ouvrière en 1914 ne pouvait être maintenue pour l'époque présente qu'à la condition que la bourgeoisie se résignât à ne pas gagner, et même à perdre, pour au moins quelques années. Et pourquoi doit-elle s'y résigner, du moment qu'elle se sent maintenant la plus forte, du moment qu'elle peut continuer à gagner, à s'enrichir, reprenant au prolétariat ce qu'elle lui avait laissé prendre il y a tant d'années par crainte du pire, quand cela lui laissait une marge suffisante de profits ? Faire du réformisme socialistique est un luxe que peut se permettre la classe dirigeante, quand la production est en activité, quand la population nombreuse a un débouché dans l'émigration, quand les choses vont bien. Mais quand tout va mal, quand il y a la crise, quand il y a contraste entre excès de population et manque de produits, quand la production est trop coûteuse ou s'arrête, alors le capitalisme dit : Halte-là ! Alors le réformisme de Turati devient un ennemi ni plus ni moins que le communisme de Rombacci !

La formule de Raverio Nitti : « Produire plus et consommer moins » ne peut être réalisée que par celle des deux classes ennemies qui s'est manifestée la plus faible : la classe des travailleurs. Cette formule signifie : recommencer à travailler – au lieu de huit – dix ou douze heures comme par

le passé et peut-être plus ; et se contenter, en échange, de ne pas mourir de faim, c'est-à-dire se contenter du noir morceau de pain sec ou d'un peu de « polenta », avec de l'oignon et des haricots, comme il y a cinquante ans aux temps de la pellagre et de l'inanition.

Lorsque, ensuite, serrant le garrot de l'exploitation humaine, la bourgeoisie aura enrichi de sang ses veines, regarni ses coffres-forts, « reconstruit » ses fortunes, si pendant ce temps le prolétariat a repris un peu de force, elle recommencera à traiter avec lui, à se laisser de nouveau arracher droits et concessions. Et nous serons au point où nous en étions en 1900-1910 de réformiste et giolittienne mémoire !

Combien de temps durera cette période ? Il est impossible de faire des prévisions ; mais il n'est pas bon de se faire des illusions. La période de faim et même d'oppression politique et morale – car il y aura parallèlement une aggravation de la tyrannie d'état au détriment de toutes les libertés – peut durer longtemps. À moins que… à moins que le prolétariat ne trouve encore en lui-même la force et l'énergie pour briser le cercle vicieux, pour dévier par un audacieux coup de barre son navire de la route qui le conduit au désastre. Malgré que l'espérance d'un semblable « fait nouveau » s'affaiblisse toujours plus, cependant une telle espérance n'est pas encore morte dans notre cœur…

Avec le prolétariat, les classes moyennes, et spécialement la catégorie si nombreuse des employés, devront payer par d'amères larmes le grave tort de l'hésitation et de la lâcheté devant l'histoire. Tous les employés de l'État, des communes et des administrations publiques, médecins, maîtres élémentaires, instituteurs, professeurs, etc… constituent en Italie une classe très importante. Ou bien cette classe est à la veille du « redde rationem », à la veille d'escompter elle aussi sa lâcheté, son inconscience, et surtout l'égoïsme avec lequel elle s'est, d'une façon générale bien entendu, séparé

de la classe des travailleurs.

Avant la guerre, ces catégories flirtaient avec le socialisme, avec la Confédération du Travail, etc… Elles anarchisaient même parfois ; mais, pour la plus grande part, elles constituaient la clientèle la plus importante du réformisme, et, à la tête de leurs associations professionnelles, il y avait en fait des hommes politiques connus du socialisme réformiste, comme Brunelli, Soglia, Varazzani, Campanozzi, etc… jusqu'à la veille de l'entrée en guerre de l'Italie, tant qu'elles espéraient que l'Italie resterait neutre, ces catégories restèrent assez fidèles au socialisme ; mais à peine la guerre déclarée, elles firent volte-face… par amour de la patrie ! En réalité, elles crurent simplement mieux sauver de cette façon la cause de la paye.

La guerre finie, voici de nouveau la classe des employés qui se rapproche lentement du socialisme ; ils firent leurs grèves comme les ouvriers, et obtinrent, sous la pression de tout le vaste mouvement ouvrier plus que par leur œuvre propre, d'appréciables augmentations d'appointements et d'intéressantes améliorations de leurs conditions de vie. Mais voici que maintenant l'État s'aperçoit que pour ses maigres finances les employés sont trop nombreux, et qu'il faudrait en licencier une partie ; et que les appointements pèsent sur le bilan dans une mesure excessive, supérieure aux entrées et qu'il faut par conséquent réduire ces appointements. Alors les employés crient comme des oies déplumées qu'au contraire leurs appointements ne suffisent pas et que diminuer leur paye signifie les réduire à la faim avec leurs familles.

Et ils disent la vérité, parce que leur sort en cela est égal à celui des ouvriers, sauf l'avantage de la sûreté et de la continuité de la paye, que les employés possèdent et que les ouvriers n'ont pas, ceux-ci étant sujets au chômage, tandis que les employés sont toujours occupés. Mais puisque la cherté de la vie se maintient toujours élevée, et même tend présentement à croître, il est exact que les appointements des

employés, comme les salaires des ouvriers, bien que de beaucoup supérieurs à ceux d'il y a cinq ans, constituent aujourd'hui le minimum indispensable pour vivre et ne devraient pas par conséquent être diminués.

Mais il est aussi vrai que l'État, les communes, les administration publiques, etc… s'ils continuent à dépenser plus qu'ils n'encaissent iront à la ruine ; qu'ils ne peuvent encaisser plus, parce qu'il n'y a plus rien à tirer des classes pauvres ; et les classes riches, parce qu'elles sont les plus fortes, s'arrangent pour donner moins que plus. En outre, il est vrai que l'État est fait pour défendre les privilèges de la classe dirigeante et qu'il ne peut sacrifier pour ses employés les intérêts de cette classe. Même le remède relatif qu'apporterait la suppression de la bureaucratie la plus haute, la plus inutile et la plus coûteuse n'est pas possible, parce que celle-ci est justement l'organe le plus résistant de l'État qui… devrait la supprimer,

La conclusion est qu'à peine l'État aura-t-il fini de lasser les énergies prolétariennes, à peine n'aura-t-il plus peur de celles-ci, qu'il pensera à rétablir à son avantage l'équilibre entre ses entrées et ses sorties en rognant les appointements des employés, en abolissant les actuelles indemnités de cherté de vie, etc… même si la cherté de vie atteint à son niveau le plus élevé. Et ce sera ce jour-là que ces catégories, en Italie très importantes par le nombre, s'apercevront comment la force et le succès du prolétariat constituaient à leurs épaules une muraille de sûreté et de défense ; et comment, ayant divorcé d'avec les masses de travailleurs, ou tout au moins s'étant peu souciées d'elles, elles ont trahi leurs propres intérêts.

Pour le moment, il ne m'importe pas d'examiner le problème de savoir si et dans quelles proportions cette sorte de petite bourgeoisie d'employés et de professionnels peut être utile à la révolution et quelle est la meilleure attitude que le prolétariat doit avoir à son égard et de son propre point de

vue. Ici, je constate le phénomène qui a en Italie – et ailleurs aussi je pense – une grande importance, pour en tirer une conclusion objectivement logique.

Voici la conclusion : Si le prolétariat, et avec lui les classes qui ont des intérêts plus proches des siens et plus en contraste avec le Capitalisme et avec l'État, ne brise pas le cercle vicieux qui s'est créé avec la guerre, n'interrompt pas par une intervention volontaire, *organique et organisée*, le cours naturel des événements qui naît d'un passé, auquel désormais on ne peut plus remédier, nous tous – qui représentons la civilisation italienne entendue dans le meilleur sens du mot – nous devrons nous résigner aux tortures multiformes d'un enfer social, sans savoir quand on retournera à cette espèce de purgatoire, qui cependant nous semblait si horrible, de la vie d'avant-guerre.

Notre paradis, le paradis de nos aspirations, de la fraternité, de la justice et de la liberté pour tous, sur notre mère la terre et dans la vie réelle, ce paradis qu'il n'y a pas bien longtemps nous croyions si proche, s'éloignera dans le temps jusqu'à devenir un songe : l'Utopie, qui embrasera bien les cœurs des hommes qui viendront après nous, mais qui en nous-mêmes, toujours fidèles, toujours amoureux d'elle, continuera à nous donner plus de douleur que de joie.

[/Luigi Fabbri.

Bologna – 24 Juin 1922./]